Censurer ou protéger les enfants ?

Les livres de jeunesse, une "littérature sous surveillance"

L'annulation par le ministère de l'éducation nationale de sa commande d'une adaptation de La Belle et la Bête pour les élèves de CM2 a déclenché une polémique qui invite à se pencher sur la situation particulière de la littérature de jeunesse et l'attention spécifique qui lui est de longue date accordée dans l'espace public.

La récente affaire du "Livre pour les vacances", décommandé par le ministère de l'Éducation nationale avant son impression en 800 000 exemplaires, a surpris nombre d'acteurs du livre et de l'école, à commencer par son auteur Jul qui avait adapté en BD le très classique *La Belle et la Bête*, de madame Leprince de Beaumont (1711-1776).

Les enfants de CM2 concernés par l'opération, qui vise à leur offrir un livre à lire durant l'été avant leur entrée en sixième, recevront donc un autre titre, mais le dessinateur n'a pas hésité à parler de "censure" de la part de la direction générale de l'enseignement scolaire, qui est intervenue le 17 mars dernier.

Le gros mot était prononcé et cette polémique a mis en lumière la situation particulière de la littérature de jeunesse au sein du champ culturel. Celle-ci fait en effet exception : elle doit à son public d'être le seul lieu où la censure s'exerce ouvertement en démocratie. Cette nécessaire protection du lecteur juvénile s'imposerait même "naturellement", si l'on en croit l'éditrice espagnole Beatriz de Moura.

Mais ce statut singulier pose un certain nombre de questions : comment fonctionne cette "censure" et à partir de quelles réglementations ? Sur quels objets et sur quels sujets s'exerce-t-elle ?

. *Les livres pour enfants, un contrôle ancien*

Depuis ses origines, la littérature adressée à la jeunesse est une "littérature sous surveillance", car la religion, l'école et le pouvoir politique ont toujours cherché à en assurer le contrôle.

La surveillance religieuse renvoie à des pratiques fort anciennes (Inquisition et mise à l'Index). Elle s'exprime surtout par des interventions d'ecclésiastiques dans le champ de la littérature, comme l'abbé Louis Bethléem qui publie *Romans à lire et romans à proscrire. Essai de classification au point de vue moral des principaux romans et romanciers* (1904). En 1927, un procès retentissant vise l'abbé, qui s'était mis en scène déchirant en public des revues "licencieuses".

L'école exerce elle aussi un contrôle sur la littérature de jeunesse. Cette pression institutionnelle s'exerce notamment sur les éditeurs, conscients du rôle de l'école en matière de prescription. La scolarisation de la littérature jeunesse montre ici un de ses revers : le pouvoir d'influence sur les ventes exercé par les autorités de l'enseignement et par les enseignants eux-mêmes.

La surveillance politique de la littérature de jeunesse n'est pas récente. Dès la fin du XIXe siècle, le sénateur René Bérenger (surnommé "Père la pudeur") crée la Société centrale de protestation contre la licence des rues, et l'arsenal légal se renforce avec la loi sur l'outrage aux mœurs de 1898. Avant la Deuxième Guerre mondiale, la loi du 29 juillet 1939 instaure un Code de la famille, dont 20 articles sont consacrés au "délit d'outrage aux bonnes mœurs".

Le consensus politique présent à la Libération n'a donc rien d'étonnant, puisque la loi n°49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse est l'aboutissement d'un processus d'un demi-siècle.

. *En littérature de jeunesse, de la loi à l'autocensure*

La fonction première de la loi n°49-956 du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse (mentionné aujourd'hui encore dans tous les ouvrages destinés à l'enfance) n'est pas d'exercer une censure, car elle vise d'abord à instaurer un contrôle ex ante fondé sur l'intimidation.

En effet, son article 3 prévoit une commission de surveillance et de contrôle, dépendant des ministères de la justice et de l'intérieur et chargée de surveiller l'ensemble de la production adressée à la jeunesse, essentiellement à partir des critères définis à l'article 2. La commission reçoit tous les titres à publier et rend des avis, en intervenant parfois auprès des éditeurs. Selon la formule du chercheur Pascal Durand, cette loi organise donc la "soumission des [auteurs et des éditeurs] à un horizon d'attente normative", que l'on qualifiera d' "autocensure".

.../...

Récemment, la loi a subi plusieurs modifications, notamment dans son article 2 qui définit les questions litigieuses, mais l'activité de la commission s'est "très fortement réduite", si l'on en croit Bernard Joubert qui en a recensé les victimes dans son volumineux *Dictionnaire des livres et journaux interdits*. La censure s'exerce aujourd'hui bien plus efficacement par le biais d'acteurs privés auxquels le champ médiatique offre un terrain favorable, et l'institution semble désormais passée au second plan en termes d'impact sur les acteurs du livre.

Sur le parcours d'un livre, les actions de censure et d'autocensure peuvent donc surgir à toutes les étapes. À la source, les auteurs assument assez spontanément leur part, mais peu en parlent ouvertement, sans doute par volonté de ne pas nuire à la légitimité de leur création.

L'autrice Malika Ferdjoux confiait ainsi avoir supprimé une phrase qu'elle jugeait délicate dans un roman jeunesse : "L'abeille sniffe sa ligne de glace à la vanille." Selon elle, cette image gratuite "semblait cautionner et rendre légère une chose qui ne l'est pas". Dans *Titus Flaminius : la fontaine aux vestales* (2003), Jean-François Nahmias recourt à des propos très pudiques et à l'ellipse narrative pour évoquer la première nuit d'amour de son personnage. Dans ce roman historique où la description détaillée des mœurs de l'époque sacrifie à la contrainte du genre, l'évocation très chaste de la sexualité des héros crée un paradoxe étonnant.

Les auteurs assument donc leur part d'autocensure, parfois au prix d'acrobaties littéraires, en "adaptant" leur texte à leur public, préoccupés qu'ils sont de "respecter leur lecteur". Les éditeurs interviennent dans un deuxième temps, aiguillonnés par le cadre légal, mais surtout par les réactions des prescripteurs adultes, qui sont aussi leurs acheteurs...

. *L'influence américaine des "sensitivity readers"*

Certains éditeurs en viennent à retirer spontanément des ouvrages sous la pression de campagnes médiatiques efficaces comme celle qui a visé *On a chopé la puberté* (éditions Milan, collection "Les secrets des pipelettes"), documentaire destiné aux pré-ados, publié en février 2018. À la suite d'une pétition recueillant 148 000 signataires en trois jours, la maison d'édition décide d'abandonner toute la collection. La chercheuse Mathilde Lévêque donne une analyse critique et nuancée de cette affaire dans un article intitulé *On a chopé la censure*.

Parmi les prescripteurs, les bibliothécaires ont toujours pris leur part dans les obstacles dressés entre un livre et ses lecteurs. L'absence intentionnelle dans la liste d'achats, la relégation aux "enferts" (quand ils existent) ou simplement dans le bureau, sont des pratiques fréquentes. Ainsi, en 2016, le *Dictionnaire fou du corps* (2012), de Katy Couprie, a fait l'objet d'une mesure de retrait dans le réseau de la Ville de Paris.

. *Un adolescent assis sur une pile de livres*

L'appareil d'État semble avoir aujourd'hui perdu beaucoup de son impact, les acteurs du champ éditorial "négociant" entre eux – sur l'espace médiatique – les termes de ce qui est désormais publiable à l'adresse de la jeunesse. La loi de 1949 reste comme une référence en toile de fond, pour un secteur de l'édition où les groupes de pression occupent désormais la première place en termes d'interventions suivies d'effets.

En pratique, cette situation ressemble de plus en plus à celle qui a toujours prévalu aux États-Unis. L'influence d'outre-Atlantique se concrétise dans la pratique des éditeurs qui mobilisent des "sensitivity readers" et avertissent leurs lecteurs avec des "trigger warnings".

On notera enfin que la censure s'avère presque exclusivement thématique et manifeste bien l'évolution des sociétés, à travers des thèmes tabous qui perdurent (sexualité, violence, politique), mais aussi l'émergence de nouveaux sujets comme le genre ou la race. Une autre constante apparaît : l'absence de prise en compte des aspects narratifs dans la présentation des thèmes jugés délicats.

Le rôle des procédés littéraires mobilisés pour représenter tel ou tel sujet est passé sous silence dans l'immense majorité des cas. Or, on sait combien cet aspect est important pour évaluer l'innocuité éventuelle d'un récit, mais les censeurs se précipitent sur les contenus, sans vouloir prendre en compte leur traitement ni les "mesures de protection du lecteur" mises en place par les auteurs.

par Daniel Delbrassine, chargé de cours honoraire, moniteur pédagogique, Université de Liège
(The Conversation – dimanche 30 mars 2025)

<https://theconversation.com>